

Jugement du Tribunal de Lure à l'audience du 21 juillet 1857

Le Tribunal de Première Instance de Lure a rendu le jugement suivant à l'audience du 21 juillet 1857 :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction et des débats,

« Que le vingt neuf janvier dernier à onze heures et demie du matin, le gaz fit explosion dans les ouvrages de la deuxième couche du puits St-Charles de la mine de Houille de RONCHAMP à environ trois cents mètres en contrebas de l'orifice et à 150 mètres au sud de ce puits ;

« Que treize ouvriers furent atteints, huit mortellement et les cinq autres plus ou moins grièvement blessés ;

« Que la cause immédiate de cet événement paraît devoir être attribuée à l'incurie de l'une des victimes, l'ouvrier mineur M... dont le cadavre fut trouvé étendu en travers de son chantier dans la position d'un homme endormi et sa lampe de sûreté suspendue au-dessus de sa tête à environ quatre vingt centimètres au-dessus du sol ;

« Que tout porte à croire que le gaz a d'abord brûlé dans l'intérieur du tamis de la lampe, qu'après un certain temps le feu s'est communiqué à l'extérieur et que l'explosion s'est produite, ce qui selon toute probabilité, ne serait pas arrivé, si M... ne s'était pas livré au sommeil ou, si, en supposant qu'il ait continué son travail, il avait surveillé sa lampe avec assez d'attention ;

« Que s'il a d'abord été prétendu que l'accumulation de la houille dans les galeries de la deuxième couche pendant la matinée de la journée du vingt sept janvier et la journée entière du vingt huit, par suite du dérangement de la machine d'extraction du puits St-Charles, avait dû, en gênant l'aérage de ces galeries, y déterminer une augmentation de gaz inflammable et y rendre le travail dangereux, il est résulté des explications données à l'audience par les hommes de l'art et notamment par l'ingénieur du gouvernement qui, après avoir vu les lieux le lendemain de l'événement, les a récemment encore visités, que cette accumulation de houille n'avait pas empêché l'aérage d'être suffisant et convenable et que par conséquent elle n'avait pu occasionner une augmentation du gaz inflammable ;

« Que si d'un autre côté il a été allégué que les lacunes et omissions que présentait le registre d'avancements des travaux avaient mis l'administration dans l'impossibilité de prescrire, pour la sûreté des travailleurs, les mesures que pouvaient nécessiter des faits dont on lui laissait ignorer l'existence, il a été reconnu que les ingénieurs du gouvernement ne s'étaient pas présentés à la mine de Ronchamp depuis le moment où les lacunes et omissions s'étaient produites jusqu'à l'événement du vingt neuf janvier ;

« Qu'ainsi elles n'avaient pu exercer aucune influence sur cet événement, d'où il suit que sous ce double rapport, le directeur et les ingénieurs de la mine de RONCHAMP ne peuvent être incriminés ;

« Que d'ailleurs, en ce qui les concerne, le Ministère Public a abandonné la prévention, la soutenant seulement contre le prévenu D..., maître mineur en chef.

« Attendu que si vers neuf heures du matin, du vingt neuf janvier dernier, ce prévenu reconnu qu'il existait des fissures dans le conduit d'air de la galerie où travaillait M..., il eut soin de s'assurer qu'il n'y avait pas de matériaux sur place pour les fermer immédiatement ;

« Qu'on ne peut lui faire un grief d'avoir remis au soir pour opérer cette réparation, puisque, quelque diligence qu'il eut apportée à y faire procéder, elle n'aurait pu être faite avant l'explosion du gaz, que d'ailleurs le travail eut-il été achevé à temps utile, il n'est nullement démontré que l'explosion n'aurait pas également eut lieu ;

« Que si d'un autre côté le maître mineur se trouvant vers onze heures du matin à environ soixante mètres et en face de l'endroit où travaillait M..., eut sa lampe éteinte, il n'est pas certain que cette extinction annonçât qu'il existait dans le chantier de M... du gaz inflammable en assez grande quantité pour nécessiter l'évacuation immédiate des travaux ;

Jugement du Tribunal de Lure à l'audience du 21 juillet 1857

« Que d'ailleurs on doit penser avec l'ingénieur du gouvernement, que l'événement du vingt neuf janvier ne se fut pas produit, si M... avait veillé sur sa lampe qui devait lui être une sauvegarde suffisante ;

« Que c'est donc la négligence de cet ouvrier qui a amené l'événement dont il a été la première victime sans que l'on puisse en faire peser la responsabilité sur aucun des quatre prévenus qui doivent en conséquence être déclarés non suffisamment convaincus du premier chef de la prévention.

« Sur le second chef relatif à l'événement du quatorze mars mil huit cent cinquante sept,

« Attendu que le quatorze mars mil huit cent cinquante sept, entre neuf et dix heures du soir, une explosion de gaz se produisit dans les ouvrages du puits Saint-Charles, dans un chantier appartenant à la dixième taille, près d'une grande galerie de dégagement appelée montage Copin ;

« Que cette explosion qui occasionna la mort de deux ouvriers mineurs eut lieu dans les circonstances suivantes :

« P... et les frères G..., en février dernier, furent employés au percement de la dixième taille ; sur la fin du même mois, cette taille était ouverte sur une longueur de dix mètres ; en cherchant à la prolonger, ils rencontrèrent au mur une roche calcaire assez dure désignée par les ouvriers sous le nom de barre ; à l'entrée de cette taille, ou de celle qui était en face dont ils avaient aussi entrepris le percement et à quelques centimètres seulement du montage Copin, se trouvait une saillie de rocher, qui avait résisté à l'action du pic et qui gênait l'introduction dans la taille des wagons destinés à l'enlèvement de la houille abattue ; les frères G... obtinrent du maître mineur en chef D... l'autorisation de faire sauter à la poudre cette saillie et, le quatre mars, un bon pour un kilogramme de poudre fut, à cet effet, délivré à G... par le maître mineur B... ; cette poudre ne fut pas immédiatement employée, les frères G... discontinuèrent leurs travaux parce que la machine d'extraction cessa pendant plusieurs jours de fonctionner.

« Le quatorze mars dernier G... qui, avec le kilogramme de poudre, avait confectionné dix cartouches, en remit six à son frère, celui-ci et P..., dans la soirée du même jour, entreprirent de faire sauter à la poudre la barre de la dixième taille : ils pratiquèrent un trou de mine et se retirèrent dans le montage Copin où ils étaient complètement à l'abri des éclats qui pouvaient être projetés, mais l'inflammation du coup de mine qu'ils avaient préparé, mit le feu au gaz et détermina l'explosion dont ils furent victimes.

« Attendu que si, sous l'impression produite par l'événement du vingt neuf janvier, et pendant les quinze premiers jours qui le suivirent, l'interdiction de se servir de la poudre dans le montage Copin et dans les tailles qui en dépendent fut générale et absolue, on se relâcha ensuite de cette salutaire mesure ; l'usage de la poudre fut bientôt permis dans le montage Copin et dans quelques mas des tailles qui y aboutissent, notamment dans celles immédiatement au-dessus et au-dessous de la dixième taille qui se trouvaient dans les mêmes conditions d'aérage que cette dernière ;

« Que les frères G... et P... qui savaient qu'on faisait jouer la mine au-dessus et au-dessous de leur taille ont pu croire, en l'absence de toute défense spéciale, être suffisamment autorisés à se servir de la poudre et pouvoir le faire avec sécurité ;

« Qu'il y a eu négligence et imprudence graves de la part des ingénieurs et du maître mineur en chef de laisser ces ouvriers dans l'ignorance du danger ;

« Qu'il était de leur devoir de lever tout doute sur la prohibition de faire jouer la mine dans la dixième taille ;

« Que leur obligation à cet égard était d'autant plus stricte qu'ils n'ignoraient pas que l'exploitation présentait des dangers presque continuels qui ne pouvaient être évités que par une surveillance extrêmement active et de tous les instants ;

« Que loin de faire preuve d'une pareille surveillance, elle paraît avoir fait complètement défaut dans la soirée du quatorze mars dernier ; il était établi en effet, que dans cette soirée G... et P... furent complètement abandonnés à eux mêmes ; le maître mineur qui devait surveiller leur travail en fût empêché pour cause de maladie, il fit connaître son empêchement à l'ingénieur et au maître mineur en chef et il ne paraît pas qu'il ait été

Jugement du Tribunal de Lure à l'audience du 21 juillet 1857

pourvu à son remplacement, en sorte que G... et P... purent à l'insu de tout surveillant forer le trou de mine, opération de longue durée et qui ne peut s'accomplir sans bruit.

« Attendu qu'il est constant, en outre, que la poudre n'était jamais délivrée aux ouvriers mineurs en quantité moindre d'un kilogramme ;

« Qu'on la laissait à leur disposition sans en surveiller l'emploi, sans prendre les précautions nécessaires pour qu'ils n'en puissent pas faire un usage abusif ou dangereux, ce qui constitue encore à la charge des ingénieurs et du maître mineur en chef, négligence, imprudence et défaut de précautions, surtout dans une exploitation dangereuse pour laquelle ils étaient plus strictement tenus d'apporter la plus scrupuleuse attention, la plus vigilante exactitude dans l'accomplissement de leurs devoirs.

« Attendu que, vainement, il a été prétendu qu'un coup de mine par l'ébranlement qu'il occasionne peut ouvrir passage à un dégagement subit de gaz, gaz qui prend feu par l'inflammation même de la mine, et produit une explosion qu'il est impossible de prévoir et de prévenir, que c'est ainsi que l'explosion du 14 mars a pu être déterminée et que, dès lors les prévenus ne sauraient être incriminés pour un fait qui a pu se produire en dehors de toute prévision ;

« Qu'en effet, il n'est pas admissible que l'explosion du quatorze mars est due à cette cause tout exceptionnelle ;

« Qu'on doit partager l'opinion de l'ingénieur du gouvernement qui a visité les lieux avec la plus grande attention et qui pense que le coup de mine du quatorze mars a mis le feu au gaz qui s'était accumulé dans la dixième taille et qu'une ventilation préalable aurait dissipé ;

« Qu'on ne peut conserver aucun doute à cet égard lorsque l'on sait que, dix minutes environ avant l'explosion, deux jeunes ouvriers ont trouvé G..., et P..., préparant le coup de mine ;

« Qu'ils les ont avertis de la présence du gaz dans la dixième taille ;

« Que l'un d'eux s'en est même assuré par une expérience faite à l'aide de sa lampe et dont il a rendu compte à l'audience comme il l'avait déjà fait dans l'instruction écrite.

« Attendu que si le prévenu D..., directeur de l'établissement de RONCHAMP, par la nature même de ses fonctions, semblait devoir partager la responsabilité encourue par les ingénieurs qui devaient le mettre au courant de la marche des travaux, il a été reconnu, qu'en fait et par suite d'une délibération du Conseil d'administration de la mine de Houille de RONCHAMP en date du sept septembre mil huit cent cinquante six, le directeur n'avait à s'occuper que de la comptabilité et du service financier, la responsabilité de la conduite des travaux demeurant tout entière à la charge de l'ingénieur M... d'où l'on doit induire que le prévenu D... n'a pu parer à l'événement du quatorze mars dont il ne doit pas être considéré comme responsable : que d'ailleurs le Ministère Public, en ce qui le concerne, a abandonné la prévention.

« Attendu qu'il résulte de l'ensemble des faits et considérations ci-dessus exposés que les trois autres prévenus par imprudence, inattention, et négligence ont été involontairement la cause de la mort de G... et de P... ; tués par suite de l'explosion du quatorze mars mil huit cent cinquante sept, ce qui constitue le délit prévu par l'art. 319 du Code pénal.

« Attendu que ces trois prévenus, selon la nature et l'étendue de leurs attributions respectives, paraissent avoir des torts égaux à s'imputer et que la même peine doit leur être appliquée,

« Les condamne, chacun à trois mois d'emprisonnement, chacun et solidairement à cinquante francs d'amende et au remboursement des frais liquidés à quatre cent cinquante cinq francs 55 cs, dont trois francs pour droit de poste, et fixe à un an la contrainte par corps.»